

La force du public : ensemble on fait école ! **Campagne phare de l'Internationale de l'Éducation**

La force du public : ensemble on fait école ! est la nouvelle campagne mondiale de l'Internationale de l'Éducation (IE) visant à mobiliser plus de financement en faveur de l'enseignement public. Elle est animée par les syndicats d'enseignant·e·s qui s'organisent en porte-parole de la profession enseignante au niveau national, et mettent à profit le Groupe d'expert·e·s des Nations Unies, au niveau mondial.

Conférence de l'Internationale de l'Éducation des enseignant·e·s d'Asie du Sud

La conférence constate avec inquiétude :

1. Un manque de financement adéquat

Les coupes budgétaires, la privatisation accrue, la détérioration des conditions de travail des travailleur·euse·s de l'éducation et la pénurie d'enseignant·e·s constituent les tendances dominantes des pays de l'Association sud-asiatique de coopération régionale. Les États membres de l'UNESCO se sont accordés pour consacrer au moins 4 à 6 % du PIB ou 15 à 20 % de leur budget national à l'éducation. Pourtant, il existe un décalage entre les déclarations et les actes. Les dépenses nationales allouées à l'investissement dans l'éducation, n'ont jamais effleuré ce niveau d'engagement en Asie du Sud, excepté au Bhoutan. Durant les années 2010, le Bangladesh, le Pakistan et le Sri Lanka ont investi moins de 2,5 % du PIB dans l'éducation. En Inde, le gouvernement de l'Union comme le gouvernement Fédéral, a investi moins de 4 % du PIB dans l'éducation générale (données 2020-21). Le montant investi par le gouvernement peut être évalué en tenant compte du fait que plus de 90 % des établissements dédiés à la formation des enseignant·e·s en Inde, sont exclusivement financés par les frais de scolarité.

2. Une pénurie d'enseignant·e·s et des emplois contractuels à court terme

En Inde, selon le rapport du Comité parlementaire permanent du Département de l'Éducation et de l'Alphabétisation, 986.565 postes d'enseignant·e·s sont à pourvoir sur un effectif global approuvé de 6.271.380. Cela signifie que 16 % des postes d'enseignant·e·s sont vacants dans le pays. Les chiffres officiels indiquent que 14,5 % des enseignant·e·s en Inde, travaillent de manière ponctuelle et qu'1,4 % d'entre eux·elles sont employé·e·s à temps partiel. Ces enseignant·e·s ne peuvent ni prétendre au même salaire que ceux et celles occupant un poste de titulaire, ni percevoir des prestations de retraite, de couverture médicale ou d'assurance. Une étude menée par l'Internationale de l'Éducation a révélé qu'environ 80 % des enseignant·e·s du privé au Népal travaillaient sans aucune lettre officielle de nomination. Face à l'insistance du FMI pour réduire les salaires du secteur public, le gouvernement népalais a été contraint de limiter à 15 % le recrutement d'enseignant·e·s supplémentaires durant la période entre 2014 et 2018, alors que le nombre d'élèves affichait une hausse de 50 %. En Inde, le nombre total d'enseignant·e·s a baissé de 1,95 % en 2021-22, comparé à 2020-2021.

3. Une privatisation accrue de l'éducation

Une étude de l'UNESCO montre que l'Asie du Sud est la région où les acteurs non étatiques sont les plus présents dans l'éducation. En 2019/20, les écoles privées non subventionnées d'Inde, comptaient presque autant d'inscrit·e·s que les établissements publics. Au Pakistan, les établissements privés assurent l'éducation de plus d'un tiers de la population, alors qu'au Népal, près d'un quart de la population est scolarisée dans les établissements scolaires (privés). Selon le Rapport mondial de suivi 2022 sur l'éducation de l'UNESCO, 67.000 des 97.000 écoles établies depuis 2014 en Inde, sont privées ou non subventionnées.

4. Les revers occasionnés par la pandémie de COVID-19

En Inde, du fait de la pandémie de COVID-19, la part d'inscrits dans les établissements privés a diminué, de 33 % en 2018, elle a atteint 24 % en 2022. D'après le syndicat ISTU du Népal, près de 98 % des enseignant·e·s de l'enseignement privé, en particulier celles et ceux employé·e·s à temps partiel ou dans les niveaux d'enseignement des apprentissages fondamentaux (du CP à la 4e), n'ont perçu aucun salaire pendant trois mois, durant le premier confinement. Selon les estimations des Nations Unies, 147 millions d'enfants ont manqué plus de la moitié de leur instruction en classe, au cours des deux années de fermeture des écoles en raison de la pandémie. Et de noter que : « les fermetures d'écoles ont touché les filles, les enfants issus de milieux défavorisés, ceux qui vivent dans les zones rurales, les enfants en situation de handicap et les enfants issus de minorités ethniques, plus que leurs pairs ». La recherche menée par l'Internationale de l'Éducation a révélé qu'au Népal, près de 57 % des élèves n'avaient pas pu suivre de cours en ligne durant la pandémie. Seules 13 % des écoles du pays disposaient d'un accès à Internet et autres équipements afférents. Selon les estimations des syndicats d'enseignant·e·s au niveau local, environ 60 % des écoles privées du pays ont affiché de piètres résultats eu égard de la fourniture de cours en ligne. Elles étaient également à la traîne en matière d'accès pour les élèves, de participation, de qualité de l'enseignement-de l'apprentissage, de gestion technique.

Plan d'action

L'IE soutiendra les syndicats de l'éducation dans les efforts consentis pour bâtir des systèmes éducatifs publics équitables, dotés de ressources suffisantes, qui permettent aux enseignant·e·s et aux personnels de soutien à l'éducation de travailler efficacement et de bénéficier de la sécurité de l'emploi. Une stratégie fondamentale consiste à mettre en évidence l'impact négatif de la privatisation sur la qualité et l'équité des systèmes d'éducation, sur les conditions de travail et la sécurité de l'emploi des enseignant·e·s, ainsi que sur l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants et l'égalité des résultats d'apprentissage.

Dans le même temps, la campagne défendra le financement public de l'éducation en tant qu'unique moyen pour atteindre l'Objectif de développement durable numéro 4 : « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. »

En outre, l'IE œuvrera avec ses membres afin d'impliquer et d'informer le Groupe d'expert·e·s de haut niveau des Nations Unies sur la profession enseignante, et de promouvoir la mise en œuvre des recommandations au niveau régional et national. Ceci inclut de recourir aux recommandations du Groupe d'expert·e·s de haut niveau pour faire obstacle aux politiques visant à promouvoir la privatisation et le dé-financement de l'enseignement public.

Requêtes principales

1. Les gouvernements doivent recruter et retenir les enseignant·e·s nécessaires

Le monde est confronté à une inquiétante pénurie d'enseignant·e·s. Au-delà de la pénurie de 69 millions d'enseignant·e·s dévoilée par l'UNESCO, des rapports émanant du monde entier ont mis en lumière les détails d'une crise grandissante, tandis que des enseignant·e·s expérimenté·e·s quittent la profession sans qu'il y ait suffisamment d'enseignant·e·s qualifié·e·s pour les remplacer, ou qu'un nombre insuffisant d'étudiant·e·s choisit d'embrasser l'enseignement comme carrière professionnelle. L'Internationale de l'Éducation est convaincue qu'il est impératif d'investir dans les enseignant·e·s afin de recruter et de retenir les enseignant·e·s dont nous avons besoin, au moyen d'une rémunération professionnelle compétitive et de conditions de travail respectueuses.

2. Accroître la formation professionnelle pour les enseignant·e·s

L'UNICEF affirme qu'« améliorer la qualité de l'enseignement peut diminuer les taux d'abandon scolaire et favoriser une meilleure rétention et transition des apprentissages de la petite enfance vers l'enseignement primaire et secondaire ». Toutefois, on note dans le même temps que « l'Asie du Sud fait face à des défis considérables pour fournir une éducation de qualité à tous ses enfants. Elle manque de financement adéquat, d'enseignantes et enseignants de qualité, de connaissances pédagogiques, et d'opportunités relatives à l'enseignement aux adolescents et à l'utilisation de compétences. » Une étude a souligné les investissements dérisoires consacrés au développement professionnel des enseignant·e·s au Népal. Même si diverses possibilités de formation et de développement existent – de l'apprentissage centré sur l'enfant à l'apprentissage par l'activité – au Népal, le transfert de ces compétences dans l'apprentissage et l'enseignement en classe s'est opéré de manière sommaire (Ministère de l'Éducation du Népal, 2016).

3. Les enseignant·e·s doivent bénéficier de la sécurité de l'emploi et de prestations de retraite et de couverture médicale.

Les coupes budgétaires dans l'éducation ont conduit à embaucher des enseignant·e·s sur la base de contrats à court terme et contractuels, ce qui signifie que ces enseignant·e·s n'ont pas droit aux prestations de retraite et de couverture médicale octroyées aux enseignant·e·s titulaires, et ne disposent d'aucune sécurité en termes d'emploi ou pour bénéficier d'un parcours professionnel établi. Afin de maintenir les enseignant·e·s dans la

profession et de susciter l'aspiration à rejoindre la profession, il est capital de ne pas dévaloriser le statut de la profession enseignante en précarisant l'emploi.

4. Investir dans l'enseignement public

Il s'agit d'une question de volonté politique et de priorité. Sous réserve d'investissements adéquats par les gouvernements dans les systèmes d'enseignement public, et de fait, dans la profession, les élèves seront de plus en plus largement privés de leur droit à avoir un·e enseignant·e qualifié·e, de leur droit à l'apprentissage chaque jour dans chaque salle de classe, privés de leur avenir. La campagne « La force du public : ensemble on fait école ! » permettra de faire pression de manière durable et concertée, sur les gouvernements, afin qu'ils tiennent leurs engagements en tant qu'États membres de l'UNESCO et qu'ils investissent 6 % de leur PIB et/ou allouent 20 % de leur budget national à l'éducation.